

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20014 - 77ÈME ANNÉE

Le Parti communiste réunionnais et le référendum du 12 décembre

Kanaky-Nouvelle-Calédonie : processus de décolonisation brutalement remis en cause par Paris, comment renouer la confiance ?

Le PCR souligne qu'« le refus de Paris d'écouter le peuple autochtone a remis en cause la confiance difficile à construire qui avait pu s'établir au bout de 30 ans, dans un processus de décolonisation apaisé, une première pour la France. Il sera bien difficile de renouer le fil du dialogue ». Voici le communiqué diffusé ce 13 décembre par le Parti communiste réunionnais.

Organisé en dépit de la demande de report en raison de la période de deuil et de la crise sanitaire, le référendum sur l'avenir institutionnel de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie s'est tenu malgré tout le 12 décembre. Il a donné les résultats suivants :

- près de 60 % d'abstention, la majorité du corps électoral a donc suivi l'appel à la non-participation du Collectif indépendantiste ;
- le NON à l'indépendance a perdu plus de 7.000 voix par rapport au scrutin de l'an passé, malgré une campagne à sens unique contre l'indépendance.

Après ce vote sans le peuple autochtone, la déclaration du président de la République se permettant d'affirmer que la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne recouvrira pas son indépendance est inquiétante pour l'avenir. Cela explique pourquoi les indépendantistes ne discuteront plus avec ce gouvernement.

La Kanaky-Nouvelle-Calédonie est inscrite depuis des décennies par l'ONU sur la liste des territoires à décoloniser ce qui a obligé la France à en tenir compte. Un processus de décolonisation a été engagé en 1983. Il a été marqué par l'Accord de Nouméa en 1998. La Constitution a été changée afin de préparer un retour à l'indépendance du pays. Cela

a permis la création d'un corps électoral basé sur la citoyenneté calédonienne et excluant les gens de passage, le partage du pouvoir entre le peuple autochtone Kanak et les descendants d'immigrés européens, ainsi que la délégation de très larges compétences aux Provinces, dont deux sur trois sont dirigées par des Kanak.

A la dernière minute, le refus de Paris d'écouter le peuple autochtone a remis en cause la confiance difficile à construire qui avait pu s'établir au bout de 30 ans, dans un processus de décolonisation apaisé, une première pour la France. Il sera bien difficile de renouer le fil du dialogue.

Rien n'obligeait les Kanak à accepter d'élargir le corps électoral aux Européens. Ils auraient pu très bien décider seuls de l'avenir de leur pays. Ils ont choisi de tendre la main aux Européens vivant en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, afin de créer la citoyenneté calédonienne, préfigurant la future nationalité calédonienne, pour que l'indépendance se fasse de manière pacifique.

Le peuple autochtone peut compter sur le soutien de l'ONU qui considère que la France doit cesser de coloniser le pays, et sur de nombreuses organisations dans le monde dont le PCR à La Réunion.

Fait au Port, ce mardi 12 décembre 2021

Roch Wamytan ouvert à des discussions avec le prochain gouvernement pour organiser le 3e référendum prévu dans l'Accord de Matignon

Le président du Congrès de Kanaky-Nouvelle-Calédonie : l'indépendance dans les années qui viennent

« Pour nous, ce n'est pas le troisième référendum. Nous considérons qu'en termes de légitimité juridique et politique, il n'y a que deux référendums, 2018 et 2020. Celui-là, c'est le référendum de l'État français et de ses soutiens en Nouvelle-Calédonie, pas le nôtre », a déclaré dimanche sur France Infos le président du congrès de la Nouvelle-Calédonie Roch Wamytan. « Nous avons lancé un appel pour dire à notre population de ne pas participer à ce vote. Ils nous ont suivi, puisqu'on est à plus de 50 % du taux de participation (...) Les autres ont participé à ce référendum, mais ils sont à moins de 50 % au niveau de leur résultat. Donc, nous sommes, nous, satisfaits, et eux, ils sont satisfaits. »

« Il faut reposer la question. Tout va dépendre du résultat de nos discussions pour savoir à quel moment la question sera posée, peut-être pas l'année prochaine (...) mais nous sommes dans ce processus-là. »

« Nous attendons que le prochain président de la République soit élu, et que le prochain gouvernement soit en place, pour pouvoir venir à la table des négociations »

Les indépendantistes avaient demandé le report du référendum du 12 décembre pour cause de deuil et de crise sanitaire, mais Paris a décidé de passer outre.

Roch Wamytan rappelle que si la campagne et le scrutin avaient pu se dérouler normalement, l'indépendance était possible après le vote :

« Même si nous avons commencé à nous préparer à partir du week-end du 21-22 août à nous mettre en ordre de bataille, nous avions 110 jours pour nous préparer pour gagner, regrette Roch Wamytan. Nous

étions à peu près à 10 000 voix pour basculer. Nous avons fait 43 % en 2018, presque 47 % en 2020 pour l'indépendance. Nous pensions sérieusement que, du fait que la réserve de voix était en notre faveur, nous allions pouvoir passer. »

« Comment pouvez-vous organiser un référendum sans le peuple autochtone ? »

Cette semaine, Roch Wamytan était reçu au siège des Nations Unies à New-York. La Kanaky-Nouvelle-Calédonie figure en effet sur la liste des pays à décoloniser. Missionné par le bureau politique du FLNKS, Roch Wamytan a prononcé ce jeudi 10 décembre à New York, un discours devant le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU. « Le FLNKS considère que ce prochain référendum n'a pas une grande valeur, en termes de légitimité, car il ne sera pas reconnu par le FLNKS » a déclaré le signataire de l'accord de Nouméa, devant la présidente du C24, Keisha Aniya McGuire.

Là encore, divers motifs sont mentionnés. Notamment : « Comment pouvez-vous organiser un référendum sans le peuple autochtone ? »

« Nous allons poursuivre le travail » et l'indépendance « va se faire dans les années qui viennent. J'appelle le gouvernement français actuel et celui qui va se mettre en place bientôt à continuer à accompagner le peuple kanak et le peuple calédonien à son émancipation et peut-être demain à sa souveraineté. En tout cas, c'est notre objectif », conclut-il.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Commémoration revendicative de la date anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion

Mobilisation de l'Intersyndicale et d'ATTAC le 20 décembre : «Luttons avec l'ensemble des populations en proie aux mêmes exploiters!»

Les organisations CGTR – FSU – SAIPER-Udas – Solidaires et ATTAC Réunion appellent à la mobilisation pour le 20 décembre 2021, rendez-vous à la ZAC Canabady à Saint-Pierre où les enseignes de la grande distribution seront ouvertes alors que le 20 décembre est un jour férié à La Réunion, commémorant la date depuis laquelle tous les Réunionnais sont considérés en droit comme des êtres humains. Ce rassemblement sera marqué par la solidarité avec les autres peuples d'outre-mer « en proie aux mêmes exploiters », et revendiquera une augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, la défense des libertés individuelles et syndicales, ainsi que l'opposition au Pass sanitaire et à l'obligation vaccinale par le chantage à l'emploi.

Les organisations CGTR – FSU – SAIPER-Udas – Solidaires et ATTAC Réunion appellent à la mobilisation pour le 20 décembre 2021. Jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage à La Réunion, il doit être respecté et ne pas donner lieu à une course à l'ouverture pour les centres commerciaux et hypermarchés qui pratiquent déjà des ouvertures abusives tout au long de l'année. Ces pratiques amènent aussi une précarisation grandissante de l'emploi.

Si la crise sanitaire a impacté tout le monde, force est de constater que les grands groupes commerciaux de l'île ont su tirer leur épingle du jeu. Les aides de l'État sont majoritairement allées dans un plan de relance destiné aux entreprises privées, qui ne se sont pas empressées de proposer de meilleures conditions de travail ou des augmentations de salaires. Le taux de chômage reste toujours aussi élevé malgré les besoins dans certains secteurs. Bas salaires et conditions de travail déplorables l'expliquent peut-être.

En parallèle, les politiques publiques d'austérité continuent d'enlever des moyens aux services publics essentiels en temps de crise. Dans les hôpitaux, déjà en manque de moyens lors des premières vagues, les fermetures de lits continuent et la mise sous pression des personnels par le manque de moyens humains et les méthodes néo-managériales

ont de graves conséquences sur la gestion de la crise sanitaire. Dans tous les services publics, les politiques menées sont les mêmes et les conséquences sur l'ensemble des publics s'en fait ressentir. Pendant ce temps la crise sanitaire a largement profité à accroître les revenus des grandes fortunes, les inégalités se sont creusées et rien n'a été mis en place en faveur de l'intérêt général. STOP à la déshumanisation du Travail et des services publics !

Face aux revendications légitimes des populations d'outre-mer, le gouvernement a choisi la répression et la surdité. Nos problèmes ne sont pas ceux de nos gouvernants ! Luttons avec l'ensemble des populations en proie aux mêmes exploiters !

Les organisations CGTR – FSU – Solidaires – SAIPER-Udas – ATTAC Réunion

AVEC les populations des pays d'outre-mer en lutte pour leurs revendications
POUR l'augmentation générale des salaires des retraites et des minima sociaux,
POUR le développement de l'emploi pérenne
POUR la défense et le renforcement des services publics, notamment dans le secteur de la santé
POUR un « 20 décembre » fermé, chômé et payé pour les travailleurs et travailleuses de La Réunion
POUR la défense des libertés individuelles et syndicales
CONTRE le « Passe sanitaire » et l'obligation vaccinale par le chantage de l'emploi
CONTRE la vie chère
CONTRE la répression policière, seule réponse actuelle du gouvernement
CONTRE le travail du dimanche

Oté

Pèp promyé : bande Pèp pou sèrtin dann danzé !

Mézami mi yèmré ni anparl in pé rantre nou zordi bande pèp promyé. Promyé kossa sa i vé dir ? Dizon sa i vé dire banna té la an promyé, donk avan la sivililizassion ké ni koné avèk son bande valèr. Défoi mi antande dire sa sé la rassine lo pyé d'boi l'imanité.

Zot té la avan nou. Zot valère lé pa lo mèm ké lé n'ote. Zot lé pou la sinplissité é zot i ziz pa demoune suivan zot kapassité pou fé bande zésploi téknik sansa téknolojik. Zot i rode pa dézorde avèk pèrsone zot i vé kontinyé viv avèk konm rishèss prinssipal sak i apèl la vertu.

Mi anparl de sa pars bande pèp-la lé dann danzé. Zot i pé disparète san ké ni atande, san ké ni soussyé lo danzé zot lé d'dan. Pars an pliss, néna déssèrtin gouvèrnman i soutien bande déstriktèr konm par égzanp lo Prézidan brésilien Bolsonaro kan i anparl bande zindien l'Amazoni.

Partou dsi la tèr néna in kantité pèp promyé. Zot lé souvan an minorité é zot i partaze pa lo même valèr ké bande pèp la vni apré é zordi zot lé an majorité é zot fasson oir lékonoï, oir la vi, oir lo bande rapor avèk la natir. Koméla é plizanpliss va anoarl bande kanak é dann la nouvèl kalédoni sé zot bande pèp promyé.

Nb-ni pouré anparl bande mikéas i viv dann déssèrtènn foré Madagascar é i boire pa d'lo pars néna poin dann bande foré zot i abite mé ni pé arvni la dsi.

Justin